

2014, année internationale de l'agriculture familiale - Agricultures et territoires horizons Nord-Pas de Calais, 3 janvier 2014



Les quinze pays de la CEDAO entendent mener des politiques propices à l'émergence de leur secteur agricole.

La FAO a fait de 2014 l'année internationale de l'agriculture familiale, un événement auquel la France entend participer activement.

Le colloque qui vient d'être organisé par la fondation FARM à Paris, a tenté de définir l'importance de cette forme d'organisation et essayer de comprendre les obstacles qu'elle rencontre.

Quatre façons de tuer l'agriculture familiale

Il faut donner les moyens à l'agriculture familiale d'être plus efficace pour qu'elle puisse nourrir une population de plus en plus urbaine. C'est l'idée appuyée par plusieurs orateurs du colloque « Nourrir les villes : une chance pour les agricultures familiales ? ».

Mais les choses sont loin d'être faciles pour ce type d'organisation, qui fait face à de nombreux obstacles, au nord comme au sud. Pour André Beaudoin, secrétaire exécutif de l'Union des producteurs agricoles développement international du Québec il y a quatre façons de « tuer l'agriculture familiale ». D'abord, « la libéralisation des marchés ». Il demande au contraire de « prôner une meilleure protection des marchés, ce qui ne veut pas dire se couper du reste du monde ». Ensuite, la réglementation « bien souvent excessive », qui a pour effet de « tuer l'agriculture de proximité et de concentrer la production », car seules les grandes entreprises ont les moyens de résister aux investissements nécessaires.

Il pointe également l'accès difficile aux capitaux, expliquant que « les outils financiers ne sont pas adaptés pour permettre à l'agriculture familiale de se développer », et dénonce enfin les problèmes d'accès au marché, avec notamment le dumping. « Si on imaginait des mécanismes adaptés à l'agriculture familiale, elle peut produire aussi efficacement que les grandes entreprises », assure-t-il.

Il pointe également l'accès difficile aux capitaux, expliquant que « les outils financiers ne sont pas adaptés pour permettre à l'agriculture familiale de se développer », et dénonce enfin les problèmes d'accès au marché, avec notamment le dumping. « Si on imaginait des mécanismes adaptés à l'agriculture familiale, elle peut produire aussi efficacement que les grandes entreprises », assure-t-il.

Copier l'Europe

Ces idées, le Togolais Lapodini Marc Atouga, commissaire de la communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDAO) chargé de l'agriculture, les partage. Il est clairement opposé aux règles de libre-échange imposées par l'Organisation mondiale du commerce (OMC). « Tous les pays qui ont réussi en agriculture sont ceux qui ont protégé la leur, donné des subventions massives et permis des taux d'intérêt bas », rappelle-t-il. « Des choses qu'ils sont venus nous interdire de faire à travers la Banque mondiale », regrette-t-il. Une situation que la CEDAO n'acceptera plus : « Les quinze pays de la CEDAO ont compris : nous allons mener des politiques propices à l'émergence de notre secteur agricole. 90 % de nos agriculteurs ont des exploitations familiales, nous allons essayer de les protéger et de créer les conditions de leur efficacité », assène Lapodini Marc Atouga.

Parce que « le bien-être des populations ne se négocie pas », la zone économique va ainsi prendre plusieurs mesures. Des règlements vont être adoptés pour simplifier et harmoniser les règles d'homologations dans la zone CEDAO, car « pour produire, il faut des intrants en quantité et en qualité ». Parce que « même l'agriculture familiale a besoin d'investir, nous allons mettre les moyens pour que les taux d'intérêts soient de moins de 6 %, alors que la Banque mondiale veut laisser nos paysans face aux banques commerciales, avec des taux d'intérêt qui peuvent aller jusqu'à 25 % ». Le commissaire chargé de l'agriculture affirme également que « des stocks de réserve alimentaires régionaux en Afrique de l'Ouest » vont être créés, et que la libre circulation des produits dans la zone, ce que certains Etats ne respectent pas, va être favorisée. « On n'invente pas la roue, on l'adapte : on va faire ce que vous avez fait ! », conclut-il.